



Québec, le 4 février 2026

Objet : Consultations prébudgétaires – Donnons à nos enfants la chance de réussir.

À propos

La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) a pour mission, depuis 1974, la défense et la promotion des droits et des intérêts des parents et des élèves des écoles publiques primaires et secondaires en vue d'assurer la qualité des services et la réussite de l'ensemble des élèves. Sa raison d'être provient de la désignation, lors de l'Assemblée annuelle des parents des écoles, d'une personne représentant les parents de chacune de celles-ci au comité de parents du centre de services scolaire.

Elle a également pour mission d'accompagner et de soutenir ses membres, soit les comités de parents de plus de 90% des centres de services scolaires du Québec. L'engagement parental dans les structures scolaires, c'est plus de 18 000 parents bénévoles qui donnent de leur temps et partagent leur expertise afin d'assurer la qualité des services que reçoivent leurs enfants dans une perspective de développement de leur communauté et de la société québécoise. Outre leur présence dans le centre de services scolaire au sein du comité de parents et du comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, les parents bénévoles œuvrent au sein des conseils d'établissement, des organismes de participation des parents, des comités de parents utilisateurs du service de garde de leur école et des conseils d'administration.

Constats

Dès mars 2025, lors du dépôt du budget précédent¹, la FCPQ craignait que les compressions annoncées aient des répercussions sur les services aux élèves. Cette crainte s'est réalisée dès la rentrée 2025-2026. Les parents d'élèves ont constaté que les services, notamment ceux pour les élèves ayant des besoins particuliers, n'étaient pas toujours au rendez-vous. Des parents ont dû payer des services de leurs poches², soit parce que l'école demandait désormais un frais (activités parascolaires) ou parce que consulter au privé devenait la seule option (psychologie, éducation spécialisée, etc.).

À l'automne, les parents d'élèves nous ont rapporté qu'il était difficile, dans de nombreux milieux, de réembaucher du personnel professionnel et de soutien qui avait été mis à pied à la fin de l'année scolaire 2024-2025, devant l'ampleur des compressions annoncées. Les écoles se sont retrouvées à court de personnel pour offrir les services nécessaires pour répondre aux besoins des élèves. Les délais dans la réception des sommes réinvesties pendant l'été ont aussi eu un impact sur l'embauche de personnel.

De nombreux parents d'élèves siégeant au conseil d'établissement de leur école ou au conseil d'administration de leur centre de services scolaire ont vécu un dilemme et une remise en

¹ [La FCPQ réagit au budget 2025-2026 du Québec](#), 26 mars 2025.

² [Les parents paient, les enfants perdent](#), lettre ouverte parue dans Le Devoir le 27 septembre 2025.

question lors de l'adoption du budget de leur établissement, ne souhaitant pas adopter un budget qui ne permettrait pas d'offrir tous les services nécessaires aux élèves, mais ne voulant pas non plus bloquer le fonctionnement de l'école. Les parents engagés ont posé des questions et ont tenté de trouver des solutions, mais il n'y avait tout simplement pas suffisamment d'investissements, ce qui en a découragé plusieurs.

Aucun service offert par les écoles n'est superflu, et de nombreux services ont été affectés ou suspendus, partout au Québec. Quelques exemples :

- Heures réduites au service de garde.
- Activités parascolaires annulées ou devenues payantes.
- Divers services d'alimentation à l'école (repas et collations) mis sur pause.
- Collaborations avec des organismes communautaires non renouvelées.
- Services complémentaires (considérés comme essentiels pour les familles dont les enfants ont des besoins particuliers) non disponibles.

Pourquoi mettre de l'avant les constats de l'année en cours? Parce que puisqu'aucun changement n'a été apporté ou annoncé, le Québec s'apprête à rejouer dans le même film l'an prochain. Le financement prévu ne permettra pas de répondre aux besoins de tous les élèves.

L'analyse de la Fédération des centres de services scolaires du Québec, partagée dans son mémoire de décembre 2025, confirme nos craintes :

« Alors que la mise à jour économique du 25 novembre 2025 prévoit une augmentation des dépenses en éducation de 1,8 % pour 2026-2027, nous anticipons plutôt une augmentation des coûts de système qui serait de l'ordre de 3 % à 4 %. »³

Ce 3 % à 4 % équivaut à 300 à 500 millions de dollars. Ce sont des compressions qui nous replongeront dans la même crise vécue en 2025, alors que les compressions budgétaires dans le milieu scolaire ont affecté les services aux élèves et ont été largement dénoncées.

³ [Mémoire de la Fédération des centres de services scolaires du Québec présenté au ministère des Finances du Québec](#), 18 décembre 2025, p.7.

Recommandations

Il n'est pas trop tard pour faire des ajustements. Si la priorité du Québec est l'éducation de ses enfants, le gouvernement doit investir davantage dans ses écoles.

La FCPQ demande que l'augmentation des investissements en éducation soit suffisante pour répondre aux besoins de tous les élèves et pour couvrir les coûts, notamment :

- Les coûts de construction et d'entretien des infrastructures.
- L'augmentation du nombre d'élèves.
- L'augmentation du nombre d'élèves qui ont des besoins particuliers (EHDAA).
- La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Nous avons besoin de stabilité et de prévisibilité dans le financement de l'éducation, tel que demandé au début de l'année avec les partenaires du milieu scolaire⁴.

La FCPQ demande que les règles budgétaires finales soient disponibles avant le 30 juin et que les budgets déjà octroyés et officialisés ne soient pas revus à la baisse pendant l'année.

Le gouvernement a su monter une ouverture avec un réinvestissement pendant l'été 2025 et avec l'assouplissement des cibles d'équivalents temps complet (ETC) à l'automne. Nous demandons aux décideurs d'écouter les parents d'élèves de nouveau et d'inclure les investissements et la prévisibilité nécessaires dans le prochain budget du Québec.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Mélanie Laviolette
Présidente

⁴ [Le réseau d'éducation a besoin de prévisibilité pas de surprises](#), lettre ouverte de la Coalition des partenaires en éducation publiée dans le Journal de Montréal le 28 août 2025.